



Conseil économique et social

Distr. générale
30 juillet 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du bois

Soixante-huitième session

Genève, 11-14 octobre 2010

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**La Commission économique pour l'Europe et
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture dans un environnement international en mutation:
séance d'information et examen des faits nouveaux**

La Commission économique pour l'Europe et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans un environnement international en mutation: séance d'information et examen des faits nouveaux

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document a pour but de présenter les faits nouveaux concernant les activités des mécanismes et organisations internationaux que le secrétariat considère comme pertinents et intéressants pour le Comité.

Le Comité est invité à en tenir compte lorsqu'il prendra des décisions concernant ses propres activités.

I. Introduction

1. Comme les années précédentes, le Comité est informé au titre de ce point de l'ordre du jour des faits nouveaux constatés en ce qui concerne les mécanismes et organisations internationaux, afin qu'il puisse en tenir compte dans les décisions relatives à ses propres activités. Le présent document fait un bref inventaire des événements survenus depuis octobre 2009. Il fait suite à une demande formulée par le Comité à sa soixante-sixième session et tendant à ce que soit établi, avant la session, un document d'information sur l'évolution de la situation internationale (ECE/TIM/2008/9). Les représentants des organes concernés seront invités à rendre compte au Comité.

II. Consultations et accords internationaux relatifs aux forêts

A. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture

2. La Commission européenne des forêts a tenu sa trente-cinquième session à Lisbonne, du 27 au 30 avril 2010. Quarante-huit représentants de 19 pays membres, d'une organisation membre et d'un pays observateur y ont participé. Quinze représentants de 11 organisations dotées du statut d'observateur étaient également présents.

3. La Commission européenne des forêts a recensé un certain nombre de questions régionales à porter à l'attention du Comité des forêts de la FAO à sa vingtième session, qui se tiendra du 4 au 8 octobre 2010. Cette réunion mettra l'accent sur des questions thématiques liées aux forêts au niveau mondial lors des séances plénières et des manifestations parallèles. La Commission a demandé à la FAO:

a) D'envisager de créer un réseau et un service d'appui à l'échelon mondial pour aider les pays à traduire dans la réalité les engagements internationaux liés aux forêts et aux changements climatiques. Ce réseau pourrait être complété par l'établissement d'un groupe de travail ou d'un dispositif similaire, dans lequel les régions seraient bien représentées, afin d'améliorer la liaison entre les travaux scientifiques et techniques et la sphère politique;

b) De renforcer ses capacités dans le domaine des forêts et des changements climatiques;

c) D'améliorer les connaissances et d'encourager la collecte de données sur l'énergie du bois, en vue de préciser ses effets sur l'environnement et son potentiel en termes de production d'énergie durable, notamment en la comparant aux autres sources d'énergie renouvelables, et d'appuyer les activités conduites par les pays dans ce domaine;

d) De déployer tous les efforts possibles pour faire mieux connaître les forêts et les questions qui y sont associées, par le biais d'actions concertées et de synergies avec les partenaires pertinents aux échelons national et mondial, y compris en contribuant activement à l'Année internationale des forêts en 2011;

e) De fournir des informations sur l'interface forêts-eau.

4. La Commission a également recommandé à la FAO de fournir des informations et un appui aux pays pour les aider à formuler des cadres politiques et juridiques dans le domaine des forêts et de l'eau et pour renforcer les capacités nécessaires à la mise en place de mécanismes de paiement des services écosystémiques.

5. À sa session de mars 2007, le Comité des forêts avait demandé à la FAO d'établir l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010, qui reposerait sur des rapports nationaux exhaustifs et une étude mondiale par télédétection. L'évaluation comporte également des études thématiques et couvre 233 pays et territoires, pour la plupart desquels 178 correspondants nationaux officiellement désignés ont fourni des informations. Elle donne des informations nouvelles et actualisées sur plus de 90 variables, y compris les indicateurs utilisés pour suivre les progrès accomplis en vue des objectifs du Millénaire pour le développement, de l'objectif de la biodiversité de 2010 de la Convention sur la diversité biologique et des quatre objectifs d'ensemble relatifs aux forêts adoptés par le Forum des Nations Unies sur les forêts.

6. En outre, les statistiques contenues dans l'Évaluation concernant les tendances des stocks de carbone forestiers contribueront à la réalisation de prévisions concernant les changements climatiques et à l'élaboration de mesures d'atténuation et d'adaptation appropriées. Ces informations, combinées à des données relatives à la santé des forêts, à leur contribution aux économies nationales, et aux cadres juridiques et institutionnels régissant la gestion et l'utilisation des forêts dans le monde, aideront à évaluer les progrès accomplis en vue de la gestion durable des forêts et à définir les politiques, à prendre les décisions et à mener les négociations intéressant tous les domaines dans lesquels les forêts et la foresterie jouent un rôle.

7. Les principales conclusions de l'Évaluation ont été présentées en mars 2010 et sont disponibles en six langues sur le site Web de la FAO. Le rapport principal sera publié en octobre 2010.

B. Forum des Nations Unies sur les forêts et liens avec les instances forestières régionales

8. À l'occasion d'une session extraordinaire de sa neuvième session, le 30 octobre 2009, le Forum des Nations Unies sur les forêts a adopté une résolution sur les moyens de mise en œuvre d'une gestion durable des forêts (financement des forêts). Il a de ce fait créé le Groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le financement des forêts qui devrait se réunir avant ses neuvième et dixième sessions ainsi qu'un processus de facilitation.

9. Lors de sa dernière réunion, le Bureau de la neuvième session du Forum a décidé que le Groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le financement des forêts tiendrait sa première réunion du 13 au 17 septembre 2010 à Nairobi. Il a également approuvé le plan de travail stratégique du Forum sur le financement des forêts qui servira de base pour la planification des travaux du Forum dans ce domaine, et jusqu'à la dixième session, en 2013. En outre, le secrétariat a lancé le processus de facilitation par une série d'études sur le financement des forêts dans les pays à faible couvert forestier et les petits États insulaires en développement.

10. Les travaux du Forum sur le financement des forêts couvrant une période de quatre ans offrent une occasion unique aux principales parties prenantes, y compris les mécanismes régionaux liés aux forêts, de jouer un rôle actif dans l'élaboration des politiques de financement des forêts au niveau mondial, notamment en informant les États membres des manifestations et réunions sur la question, notamment la première réunion du Groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le financement des forêts, et en les invitant à y participer. Le Comité du bois et la Commission européenne des forêts sont des instances essentielles à même de fournir des contributions utiles concernant les stratégies/programmes/mesures/expériences et besoins en matière de

financement des forêts et d'aider à identifier les principaux défis et perspectives en la matière dans les pays de la région et entre ces pays.

11. La neuvième session du Forum aura pour thème principal: «Les forêts au service des populations qui en dépendent pour vivre et de l'élimination de la pauvreté». Les participants évalueront les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'instrument juridique non contraignant sur tous les types de forêts dans l'optique de la réalisation des quatre objectifs mondiaux sur les forêts et lanceront l'Année internationale des forêts (2011). La session comprendra un débat de haut niveau, qui se tiendra les 2 et 3 février 2011.

12. L'Année internationale des forêts (2011), qui sera lancée pendant la neuvième session du Forum, comprendra une série de manifestations de haut niveau, y compris des tables rondes, des activités à l'intention des médias, l'émission d'une série de timbres commémoratifs et d'autres manifestations publiques actuellement à l'étude.

13. Les discussions relatives aux préparatifs de l'Année internationale des forêts étaient également au centre de la réunion annuelle du Réseau de la communication dans le secteur forestier, tenue du 26 au 28 mai 2010 à Göteborg (Suède). La réunion a en outre examiné des exemples de meilleures pratiques de certains pays et organisations, ainsi que la portée et la teneur d'une future stratégie européenne de communication sur les forêts.

C. Convention sur la diversité biologique

14. En 2009, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a publié des rapports intitulés «Connecting Biodiversity and Climate Change Mitigation and Adaptation» et «Forest Resilience, Biodiversity, and Climate Change». Ces rapports ont conclu qu'un programme d'activités en matière de gestion de l'utilisation des terres, y compris la protection des forêts naturelles, la gestion durable des forêts, et l'association d'essences forestières indigènes dans les activités de reboisement, peuvent contribuer tant aux objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qu'à ceux de la Convention.

15. La résilience inhérente aux écosystèmes forestiers intacts offre la meilleure assurance contre les changements climatiques et contribue à garantir que les forêts répondent aux besoins des générations actuelles et futures. Si le niveau de saturation environnementale est dépassé, ces écosystèmes pourraient se transformer en un type de forêt différent, où dans des cas extrêmes, un nouvel écosystème non forestier pourrait naître. Le nouvel écosystème serait invariablement plus pauvre sur le plan de la diversité biologique et en ce qui concerne les produits et services qui en sont issus, et il rejetterait davantage de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. En raison de leur plus faible diversité, les plantations et les forêts naturelles modifiées risquent davantage que les forêts primaires de subir d'importantes perturbations et des pertes à grande échelle en raison des changements climatiques. D'après le rapport, il est possible d'atténuer partiellement les risques en suivant un certain nombre de recommandations en matière de gestion des forêts, notamment en veillant à la création de réseaux nationaux et régionaux de zones protégées, et en intégrant ces réseaux dans la planification nationale et régionale en vue de l'établissement de liens à grande échelle avec l'environnement.

D. Union européenne

16. Le 1^{er} mars 2010, la Commission européenne a adopté un Livre vert décrivant les options possibles concernant une approche de l'UE en matière de protection des forêts et d'information sur les ressources forestières et la situation à cet égard. Il énonce les

principaux problèmes auxquels sont confrontées les forêts en Europe, identifie les systèmes d'information forestiers existants ainsi que les outils disponibles pour protéger les forêts et soulève une série de questions intéressant l'élaboration de futurs moyens d'action. Il s'inscrit dans le cadre du suivi du Livre blanc sur l'adaptation aux changements climatiques adopté par la Commission en avril 2009. Les options décrites dans le Livre vert pourront entraîner d'importants changements en ce qui concerne la quantité d'informations relatives à la disponibilité des ressources forestières, ce qui pourrait profiter au secteur de l'approvisionnement en matière première mais également avoir un impact sur la protection de la vie privée des propriétaires forestiers.

III. Forest Europe

17. Les faits nouveaux concernant Forest Europe sont liés aux préparatifs de la sixième Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe, tenue à Oslo du 14 au 16 juin 2010. Le processus préparatoire de la Conférence ministérielle est supervisé par des experts des États membres, qui se sont réunis à Oslo en novembre 2009 et en mars 2010. Lors de la prochaine réunion, qui devrait avoir lieu les 14 et 15 décembre 2010 à Genève, une décision devrait être prise quant à la proposition qui sera soumise à la Conférence ministérielle afin de faciliter les débats. Une autre réunion d'experts pourrait alors se tenir au printemps 2011.

18. Deux importantes réunions techniques se sont tenues au cours des derniers mois:

a) La réunion à Genève en février 2010 et à Saint-Petersbourg en juillet 2010 du Groupe de travail chargé d'élaborer une décision sur un éventuel instrument juridiquement contraignant, qui a finalisé un «non-document» concernant la possibilité d'ouvrir des négociations relatives à un accord juridiquement contraignant sur les forêts de la région. Le Groupe de travail a également examiné les options possibles concernant le futur cadre institutionnel pour Forest Europe. Il tiendra sa prochaine réunion à Rome le 30 septembre et le 1^{er} octobre 2010 conjointement avec la vingtième session du Comité;

b) En parallèle, un atelier visant à établir un document portant sur un cadre conceptuel, des objectifs et des cibles pour l'avenir du mécanisme Forest Europe s'est tenu à Bruxelles en mai 2010. Une version révisée a été distribuée en juin 2010 et un texte définitif devrait suivre prochainement. Ce document constituera une partie essentielle du «paquet» devant être approuvé par les ministres, étant donné qu'il donnera des orientations stratégiques et fixera des objectifs spécifiques pour le prochain mandat de Forest Europe.

19. Forest Europe présente un intérêt pour les travaux de la CEE et de la FAO dans la mesure où il continuera à donner des orientations stratégiques en matière de gouvernance du secteur forestier dans la région de la CEE au moins pour la prochaine décennie. Il faudrait renforcer les synergies entre les différents mécanismes et organisations pour en accroître l'harmonie et éviter les chevauchements.

IV. Coopération avec d'autres organes et organisations

20. La Section de la foresterie et du bois collabore avec d'autres organes mondiaux et régionaux, le secteur privé et des organisations non gouvernementales. On trouvera ci-après des exemples précis de collaboration avec certains partenaires:

a) **Commission européenne (CEE):** coopération ayant trait à la validation et à la collecte des données (initiative commune avec Eurostat concernant l'état et les perspectives du secteur forestier). Partage par Eurostat de données nationales sur les indicateurs socioéconomiques utilisés pour l'élaboration préliminaire de rapports nationaux

à intégrer dans le rapport 2011 sur l'état des forêts en Europe. La Commission européenne a contribué au rapport sur l'état des forêts en Europe (Centre commun de recherche, Ispre (Italie)), à l'enquête commune sur l'énergie provenant du bois, et aux méthodes de sensibilisation à la gestion durable du bois. La deuxième réunion de l'Équipe de spécialistes de la surveillance de la gestion durable des forêts a été organisée conjointement avec le Centre commun de recherche d'Ispre. La Section de la foresterie et du bois a participé à l'organisation à Uppsala (Suède) en novembre 2009 de la Conférence consacrée à l'avenir de la surveillance des forêts dans l'Union européenne: informations sur la gestion multifonctionnelle des forêts. En particulier, elle coopère étroitement, partage des informations et tient des consultations régulières avec les Directions générales de l'agriculture, des entreprises et de l'industrie et de l'environnement;

b) **Agence européenne pour l'environnement:** l'Agence européenne pour l'environnement utilise largement les données sur les indicateurs de la biodiversité collectées par la Section de la foresterie et du bois, par exemple, dans l'étude sur la biodiversité des forêts européennes. L'AEE et la Section de la foresterie et du bois ont collaboré étroitement à l'élaboration d'une activité pilote d'établissement de rapports sur la nouvelle classification des types de forêts européennes et à l'affinement de cette classification. Cette collaboration a notamment débouché sur l'organisation d'un atelier technique sur l'application pilote de la nouvelle classification intégrée au processus d'établissement de rapports pour la prochaine conférence pour la protection des forêts en Europe;

c) **Institut forestier européen:** l'Institut forestier européen participe aux travaux du groupe restreint d'experts chargé de l'étude sur les perspectives du secteur forestier en Europe et contribue régulièrement à l'établissement des statistiques pour la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers* de la CEE/FAO. L'Observatoire européen des forêts de l'Institut, qui est établi à Nancy (France), est un acteur essentiel du processus d'établissement de rapports sur les indicateurs qualitatifs concernant la gestion durable des forêts, qui consiste à recueillir, à analyser et à traiter les données relatives aux politiques, aux institutions et aux instruments en matière de gestion durable des forêts en Europe. L'Institut européen des forêts mène avec la CEE et la FAO des projets concernant le prix des produits forestiers. D'autres possibilités de collaboration sont envisagées, par exemple en ce qui concerne la diffusion de données et d'informations;

d) **Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT):** l'OIBT assure la rédaction du chapitre de la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers* de la CEE/FAO consacré aux produits des forêts tropicales et intervient fréquemment dans les débats annuels sur les marchés du Comité. Des statistiques sont recueillies conjointement avec la CEE/FAO par l'intermédiaire du Questionnaire commun sur le secteur forestier;

e) **Organisation mondiale du commerce (OMC), Division du commerce et de l'environnement:** en sus du partage d'informations, l'année 2010 a été marquée par l'organisation avec l'OMC le 23 mars 2010 d'un atelier sur les nouvelles mesures commerciales et leur impact sur les marchés du bois. Cet atelier a été suivi d'une contribution conjointe de la Division du commerce et du bois et de la Division de l'énergie durable au forum de discussion de l'OMC sur le commerce des ressources naturelles;

f) **Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE):** le PNUE participe à de nombreuses activités de la Section de la foresterie et du bois. En 2010, par exemple, un séminaire sur la gouvernance environnementale pour une économie verte a été organisé conjointement. Le PNUE participe également aux travaux relatifs à la biodiversité en vue de l'étude de la CEE/FAO sur les perspectives du secteur forestier en Europe en tant que membre du groupe restreint d'experts et appuie ces travaux. La Section de la foresterie et du bois de la CEE/FAO participe à la préparation du rapport du PNUE sur l'économie verte. Elle a participé à des réunions d'examen en novembre 2009 et en juillet 2010 et pris

une part active dans l'examen du chapitre sur la foresterie. En outre, elle a participé en mai 2010 à la réunion générale annuelle de l'Initiative constructions durables et climat lancée par le PNUE afin de promouvoir l'organisation en 2011 d'un forum sur la mesure de l'empreinte carbone des bâtiments, en tenant compte de la transformation des matières premières et des étapes de construction.

21. La Section de la foresterie et du bois de la CEE/FAO coopère également avec d'autres divisions et comités concernés de la CEE, par exemple dans le domaine de l'énergie, du commerce, de l'environnement, du logement, de la gestion des terres et de l'eau. On trouvera dans le document ECE/TIM/2010/3 un compte rendu plus détaillé de ces activités.

V. Recommandations

22. **Le Comité est invité à examiner la liste des entités avec lesquelles il coopère comme il est indiqué ci-dessus et à suggérer des moyens de renforcer les partenariats avec les organisations clefs, en particulier dans le contexte de l'Année internationale des forêts.**
